

ESPOIR

Hebdomadaire de la C.N.T.

Directeur-Gérant : Antoine TURMO
Secrétaire de Rédaction : Federica MONTSÉNY

ABONNEMENTS :
sans les pages en espagnol:
Semestre : 40 F - Annuel : 80 F

Palements :
à l'ordre de F. SUBIRATS
CCP 2388 11 U - Toulouse
Adressés à :
CNT - Bourse du Travail
3, rue Merly, 31000 Toulouse

avec les pages en espagnol :
France, annuel... 160 F
Etranger, annuel... 200 F
Avion, ann., Amérique... 250 F
Avion, ann., Australie... 270 F

Palements :
à l'ordre de F. SUBIRATS
CCP 2388 11 U Toulouse
Adressés à : Francisco Subirats
4, rue de Belfort, 31000 Toulouse
Tél. : (61) 62.64.90



Confédération Nationale du Travail - Association Internationale des Travailleurs.

N° 975 DU 6 DÉCEMBRE 1981

Prix : 1,75 F

avec pages en espagnol : 3,50 F

**DOSSIER
SQUATT. EN RFA**



**als
Kaputt-
Besetzen**

**Gegen Wohnungsnot, Abriß,
Beton und Spekulation**

« Mieux vaut occuper en rénovant que posséder et détruire. Contre la pénurie de logements, les destructions d'immeubles, le béton et la spéculation ».

LIRE NOTRE DOSSIER PAGE 4.

UNE ARME SYNDICALE AU SERVICE DES CONSOMMATEURS

LE LABEL

Le mot « label » vient de l'anglais et signifie poison, cachet...

Appliqué au syndicalisme, il représente la garantie de la qualité du produit. Le *label syndical* est l'une des diverses formes de l'*action directe* pratiquées par les travailleurs pour assurer les consommateurs que les produits mis à la vente offrent toutes les conditions d'hygiène et de qualité (et respectent, par exemple, parmi les quelques multiples facettes alimentaires).

Si parler aujourd'hui de mettre en pratique une telle idée peut paraître une grande nouveauté pour beaucoup, nous devons dire qu'elle remonte aussi loin que la pratique syndicale elle-même. Il serait trop long de revenir sur ses origines et nous nous limiterons à la situer vers la fin du XIX^e siècle.

Les syndicalistes européens, s'inspirant de la tradition révolutionnaire de la 1^{re} Internationale, l'Association Internationale des Travailleurs, cherchant d'autres alternatives au messianisme de la grève que contrebalançaient le lock-out patronal et la prolifération des listes noires, élaborèrent certaines méthodes de lutte telles que le boycott, la grève du zèle (appelée à l'époque, sabotage) ce même « ca'canny » ou « go'canny » d'Outre-Manche qui consiste à mettre en pratique, systématiquement, la vieille formule « A mauvaise paye, mauvais travail ! » (cette formule ne se circonscrit néanmoins pas à cela seul puisque d'elle découle toute une diversité de manifestations de la volonté et de la combativité ouvrières en conflit avec la rapacité patronale). Bien évidemment nous inclurons « le label » parmi les quelques multiples facettes de l'action syndicaliste révolutionnaire.

Il est assez difficile de trouver des documents faisant allusion à cette pratique syndicale peu connue.

C'est *Emile Pouget*, l'une des per-

sonnalités les plus significatives et marquantes de la C.G.T. révolutionnaire, qui en créant le 1^{er} décembre 1900 « La Voix du Peuple » commence à développer la théorie et la pratique du syndicalisme révolutionnaire. Dans cet hebdomadaire, il fait paraître « *Label et boycott* » qui représente une véritable thèse expliquant les meilleures façons d'utiliser ces deux méthodes de la lutte ouvrière qui eurent un joli succès et donnèrent d'excellents résultats en Angleterre et en Écosse. Il a repris l'idée de *Fernand Pelloutier* quand il énonce que le contrôle ouvrier donnera au prolétariat la conscience de ses facultés intellectuelles, de sa dignité, de sa capacité et de sa force, afin de tirer lui-même la notion du devoir social.

Si aujourd'hui encore l'on envisage à la C.N.T. de mettre en pratique l'idée du label, c'est avant tout sous une forme de *sensibilisation, d'appel à la solidarité et à la responsabilité sociale et individuelle des travailleurs* (ce par quoi pèchent certains organismes bien connus en France). Si l'on participe directement à l'élaboration et à la production des articles de consommation, nous nous devons d'accepter et d'engager par voie de conséquence, notre responsabilité face à la collectivité et pas seulement en régime capitaliste où l'une des fonctions essentielles du travailleur consiste à consommer. Le contrôle de la qualité depuis le poste de travail revêt un caractère d'importance puisque nous sommes les premiers intéressés, les bénéficiaires et les destinataires de notre production.

Relancer l'idée du label est une bonne mesure, mais il nous faut étudier sa viabilité et les manières dont nous pouvons la mettre en application. Pour ce faire, deux questions essentielles sont à résoudre : la première consiste à créer un vaste courant dans l'opinion publique qui en

arrive à exiger le label comme une garantie de qualité, d'hygiène et de sécurité (devons-nous attendre une quelconque pneumonie atypique résultant de l'absorption d'un quelconque produit alimentaire frelaté ?); la seconde réside à considérer l'apposition du label comme étant l'une des revendications de première importance pour lesquelles tout syndicat, digne de ce nom et soucieux d'améliorer constamment les conditions de la vie de tout « citoyen » se doit d'engager tous ses efforts.

Ceci dit, il reste à savoir qui est à même de cacheter les produits, le syndicat, le chef d'entreprise, les pouvoirs publics ?... Il va sans dire que cette tâche incombe, selon nous, aux syndicats à travers leurs sections d'entreprises où les délégués syndicaux sont sujet au contrôle constant de leurs mandats. Les syndicats ont déjà acquis une personnalité juridique et représentent tout un organigramme embrassant les secteurs de la production et ne se limitent pas au cadre étroit d'une usine.

Les comités d'entreprise ne nous paraissent pas offrir objectivement toutes les garanties suffisantes ; ils sont soumis à la durée de leur gestion, aux rapports de force existant en son sein, à l'accès de personnes ayant les faveurs de la direction patronale ; ils se sont d'autre part ingéniés à être difficilement contrôlables et révocables. Certains esprits malicieux trouveront opportun de créer, si besoin était, de nouvelles institutions de collaboration de classe habilitées à apposer le label, auxquelles les travailleurs devront céder une nouvelle fois leur pouvoir de décision, réprimer leur besoin de contrôle tout en y déléguant leurs responsabilités. Dans ce cas, la liberté syndicale ne signifierait plus rien et les sections d'entreprise erreraient entre leur non-reconnaissance et une permissivité comprenant tous les vices du paternalisme patronal. Quant à l'administration, elle a été jusqu'à présent fautive par négligence et une grande incapable en matière de sécurité ; elle a bien laissé se construire des établissements scolaires facilement inflammables et des établissements où l'on retrouve des matériaux qui à l'état de poussière sont dangereux, voire mortels. Nous avons délibérément écarté le patronat comme agent de contrôle, pour les raisons que tous connaissent.

Un contrôle fiable et efficace est indispensable ; un contrôle d'autant plus exhaustif à l'heure où la petite et moyenne entreprise font place aux grandes et formidables usines, où le chimique prend une place importante. Pour nous, le label est non seulement une alternative adéquate assurant à la société toutes les garanties du produit mis à la consommation ; il est aussi, ou devrait l'être, une arme au travers de laquelle le travailleur prend conscience de ce qu'il fait et devient responsable.

Un canut

Vers une agriculture écolibertaire

Pourquoi ?

L'agriculture connaît des difficultés croissantes, que l'on pense résoudre à grands renforts de traitements toujours plus nombreux, d'engrais chimiques toujours plus abondants, d'augmentation des surfaces cultivées et des rendements.

Loin d'être des remèdes, ces « solutions » provoquent au contraire des nuisances d'ordre écologique (la pollution d'origine agricole est tout à fait alarmante), des problèmes financiers (coûts de l'énergie et des produits chimiques employés, sans cesse multipliés), un exode rural dramatique (disparition des petites exploitations).

Enfin, et surtout, l'agriculture, intégrée à une économie productiviste-capitaliste, est de plus en plus éloignée de sa finalité (nourrir la population en quantité ET en QUALITÉ) et fournit une marchan-

dise abondante mais carencée, chimiquée, polluée, dangereuse.

Qu'est-ce que c'est ?

Pour toutes ces raisons, une AUTRE agriculture est nécessaire, non pas un « retour en arrière », mais une agriculture écologique, dont la caractéristique principale est d'être « organique » (mettant en valeur l'importance des échelons de vie microbienne du sol et s'opposant à l'invasion chimique). L'agrobiologie respecte les équilibres biologiques, aide à l'élaboration du sol, persuadée que les micro-organismes ont un rôle irremplaçable : ils fournissent en effet à la plante les éléments nutritifs d'une façon PROGRESSIVE et EN ASSOCIATION les uns avec les autres ; c'est la principale condition d'équilibre et de santé de la plante. Les micro-organismes concourent à la résis-

tance naturelle des plantes (sécrétion d'antibiotiques, de fongicides et de substances éloignant les insectes). En agrobiologie, le sol n'est pas un simple support physique aux éléments à donner aux plantes, mais c'est un ensemble vivant qu'il faut NOURRIR AVANT la plante. D'où l'élaboration du précieux compost, l'utilisation d'engrais organiques et, en cas de nécessité, de traitements non dangereux. D'où la pratique d'assolements judicieux, d'associations de cultures et l'importance donnée au travail du sol, milieu vivant.

Mais... ça paie ?!

La tarte à la crème consiste à poser la question bête et méchante : « Et les rendements ? Ça paie-t-il la biologie ? » On peut argumenter sur deux points. D'abord, est-il effectivement souhaitable d'avoir des rendements pas possibles pour... nourrir les décharges à ordures ? (1) Doit-on se

placer absolument dans la ligne capitalo-productiviste, c'est-à-dire tendre le baton pour être battu ? (Car on a pu esquisser dans le premier paragraphe les conséquences d'ordre social et écologique qu'entraîne le complexe chimico-agricole ; nous renvoyons les lecteurs à *Espoir* 947 : « Vous reprendrez bien encore un peu de nitrates ? ») (2) Ces productions gigantesques contiennent-elles TOUS les éléments vitaux (surtout les impondérables) qui sont NÉCESSAIRES à l'homme ? Que penser d'une production carencée qui, alimentant une industrie de transformation basée sur les mêmes principes débilés, est l'une des grandes responsables de l'augmentation des maladies « de civilisation », « de dégénérescence » ? Et de toutes façons, en ce

Suite page 3

En marge des rencontres anti-autoritaires de Montpellier :

LES SQUATTERS EN R.F.A.

Les rencontres anti-autoritaires des 14-15 novembre dernier à Montpellier accueillirent un groupe de squatters de Berlin venus expliquer leur lutte à travers des films vidéo, des panneaux d'exposition et des débats. Nous avons pu leur poser quelques questions pour les lecteurs d'Espoir-CNT.

J.-L.B. (Intercorparatif Sète)

quelque chose de comparable à ce qu'est Prima Linea par rapport aux Brigades Rouges. Il s'agissait d'une autonomie créative, spontanée. Le gros du mouvement des occupations se situe en décembre 80 avec les premières expulsions et manifs violentes. Depuis, toutes les semaines, il y a des manifs, des barricades, des affrontements avec la police. En décembre 80, à Berlin, il y avait 10 immeubles occupés ; en juin 81, il y en avait 150. Il y a 2 000 squatters à

pour négocier, la CDU avait une position très dure, la Liste Alternative (écologiste, à l'image du Parti Radical italien) soutenait les occupations. Finalement, la CDU a remporté les élections. Mais le grand gagnant a été l'AL qui a pu envoyer 8 représentants au Sénat. L'AL soutient efficacement les squatters. Des députés AL sont souvent présents dans les immeubles évacués par les flics. Mais ils ne représentent pas le mouvement, pas même que l'Église protestante, par exemple, qui apporte aussi son soutien. En fait, le mouvement des occupations ne peut être récupéré. Il est trop divers et chaque immeuble est autonome.

On sait que, quelque soit le degré d'autonomie de chaque immeuble, une solidarité se manifeste dès qu'il y a une tentative d'évacuation de l'un d'eux par la police. Y a-t-il une structure de coordination des différents squatters ?

Toutes les semaines, les squatters se réunissent au sein d'un Conseil des occupants (Besetzerrat). Chaque squatt y envoie un représentant. Il est interdit à ceux qui n'appartiennent pas au mouvement. La décision a été prise de refuser toute négociation tant qu'il y aurait des squatters en prison.

Votre mouvement ne se limite pas à des occupations de logements vacants.

Il s'agit avant tout d'une lutte alternative, créative. Notre squatt se trouve dans un pâté de maisons bâti autour d'une fabrique du début du

son ensemble est antinucléaire, anti-Haig. Lors de la parade annuelle des forces étrangères d'occupation, il y a eu des bagarres. En septembre 81, a commencé à Berlin le Tuwat qui fut le cadre de différentes actions et manifestations : mobilisation des Allemands de l'Ouest vers Berlin, qui créa un rapport de force qui permit d'obtenir un peu de paix avec la police ; coordination avec les squatters européens, dont le résultat fut assez décevant ; protestation contre la première mesure de la CDU qui fut de faire évacuer 8 immeubles ; manif anti-Haig, manif pour la paix, manifs pour les occupations.

Quelle évolution voyez-vous à court terme ?

Il y a eu un mort en septembre 81. A la suite de quoi, le Conseil municipal de Kreuzberg a décidé de suspendre les expulsions pendant 6 mois



Les squatters en action : la compagnie de taxis.

Quelle est l'origine du mouvement des occupations ?

A Berlin, se trouvent de vieux quartiers plus ou moins démolis par la guerre. Le Kreuzberg, celui où nous sommes, est le plus squatterisé. Il se trouve à la limite avec le secteur Est de Berlin et comprend en majorité des Turcs (Berlin est la 3^e ville turque du monde), des marginaux et du lumpen-prolétariat. Il doit être rénové et les gens renvoyés à la périphérie de la ville. 95 % des immeubles appartiennent au Sénat de la ville et à des compagnies immobilières qui spéculent dessus.

De plus, pour garder les jeunes à Berlin, on les dispense de service militaire. D'où un afflux de jeunes, de gauchistes, qui vont créer des squats très engagés.

L'origine est le mouvement du 2 juin avec les Tupamaros de Berlin-Ouest. C'était en 76-77, le début du terrorisme à la Baader. Mais cela représentait par rapport à la RAF

Berlin. Ce sont pour la plupart des anciens étudiants, des marginaux, des gens de 20-30 ans. Mais depuis décembre 80, un grand nombre de jeunes de 15-20 ans se sont joints à eux. Il y en a dans toute la RFA, mais, pour les raisons ci-dessus, le mouvement de loin le plus important est à Berlin.

Une nouvelle étape, au mois de mai dernier, a été les élections au Sénat de Berlin.

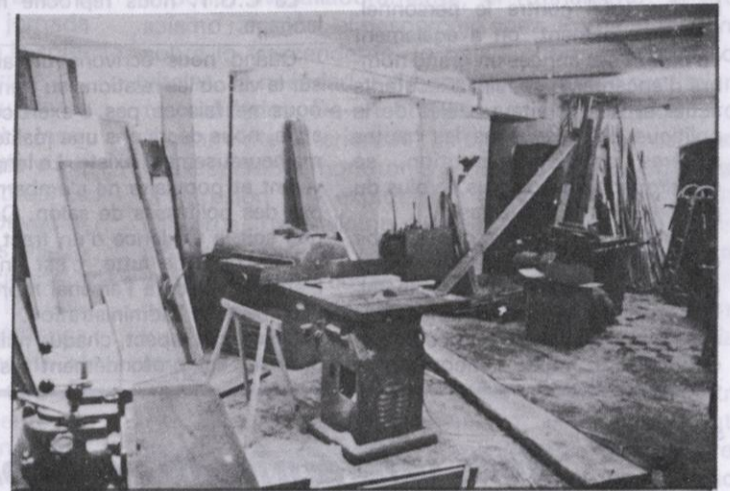
Que représentaient ces élections pour vous et quelle est la part des groupes politiques et autres dans le mouvement ? Ne risque-t-il pas d'être récupéré par un parti quelconque ?

Le SPD, majoritaire au Sénat, a dû démissionner suite à un gros scandale immobilier. Durant toute la campagne, Berlin connut une atmosphère de guerre civile avec des flics partout. La campagne de tous les partis politiques fut axée sur le problème des squatters. Le SPD était

SYNDICAT CONTRE SQUATTERS : 1 MORT

Le mardi 22 septembre, la CDU lançait sa première grande action contre les occupations en évacuant de force 8 immeubles. Le ministre de l'Intérieur de Berlin, Lummer, vint tenir une conférence de presse dans l'un des immeubles à peine évacué. Dehors, 200 personnes manifestaient contre ce qu'ils considéraient comme une provocation. La charge de police les repoussa vers une artère à grande circulation. Un manifestant de 18 ans fut tué, écrasé par un autobus.

6 des huit immeubles sont la propriété de Neue Heimat (Nouvelle Patrie I), filiale du syndicat ouest-allemand, DGB. Neue Heimat assure qu'elle œuvre « pour la garantie et l'amélioration des disponibilités en logements », dans l'intérêt des travailleurs. Au nom de quoi, elle laisse se dégrader des logements vides jusqu'à obtenir de l'État des primes pour de luxueuses modernisations qui mettront définitivement les futurs logements hors de portée des petits budgets. C'est la direction berlinoise de la DGB qui a demandé aux autorités démo-chrétiennes l'évacuation violente de ses immeubles occupés.



L'atelier de menuiserie.

siècle. Il y avait les logements des bourgeois, puis ceux des ouvriers et, au fond, la fabrique. Une moitié est occupée par une centaine de personnes, le reste est encore en location. Nous avons de bons rapports avec les locataires dont certains ont décidé de ne plus payer leur loyer. Notre squatt compte une entreprise de taxis, une école de langues, un bureau d'ingénieurs, un atelier de menuiserie, une coopérative de santé, une coopérative de bouffe et un théâtre. Tout est autogéré.

Par ailleurs, le mouvement dans

pour négocier. Mais le Sénat peut passer par dessus le Conseil municipal. On est mieux disposé envers les occupants-rénovateurs (Instandbesetzer) qu'envers ceux qui se refusent à rénover eux-mêmes les logements pour ne pas servir les intérêts des propriétaires.

Nous devons construire un rapport de force qui nous soit favorable.

Avez-vous un projet social ou politique à long terme ?

Non.

LETTE OUVERTE DES OCCUPANTS-RÉNOVATEURS

Le Sénat cherche à répandre dans le public l'impression que les occupants-rénovateurs ne seraient pas intéressés par une solution aux problèmes de logement parce qu'ils rejettent pour l'instant les négociations sur la législation des immeubles occupés.

On ne dit pas que les usagers réclament depuis des années un changement fondamental de la politique de restauration, que le Sénat, jusqu'à présent, n'a en aucune façon accepté.

1. La cause des actuels problèmes de logement est l'abandon intentionnel des immeubles par leurs propriétaires.

OBTENTION DE L'OBLIGATION D'ENTRETIEN. LES PROPRIÉTAIRES QUI N'ENTRETIENNENT PAS LEURS IMMEUBLES DOIVENT ÊTRE EXPROPRIÉS !

2. Les spéculateurs et promoteurs de restauration soi-disant d'utilité publique laissent des logements précieux se dégrader, sans habitants, car ils font d'énormes profits par démolition/reconstruction et modernisation. Ces destructions, de même que le gaspillage de matériaux et de force de travail, sont payés de la poche des contribuables et laissent complètement de côté les besoins des usagers.

ABOLITION DU SYSTÈME ACTUEL D'ENCOURAGEMENT !

DES PRIMES D'ENCOURAGEMENT SEULEMENT POUR LES USAGERS ET LEURS REPRÉSENTANTS ET NON PLUS, COMME JUSQU'À MAINTENANT, POUR LES PROMOTEURS DE RESTAURATION ! AUCUNE EXÉCUTION DE PROJETS ACHÉVÉS PRÉCOCÉMENT, SANS L'ACCORD DES REPRÉSENTANTS DES LOCATAIRES !

3. Une amélioration de la situation du logement ne sera pour l'instant obtenue que par les occupations-rénovations. Beaucoup de personnes en quête de logement, qui sont âgées, ont des enfants ou sont liées d'une autre façon, n'ont pas encore osé faire cette démarche. Ils redoutent une criminalisation. Pour que plus de gens trouvent une solution à leurs problèmes de logement :

LÉGALISATION DE L'OCCUPATION-RÉNOVATION DE CHAQUE LOGEMENT QUI SERA LAISSÉ VACANT SANS L'ACCORD DES LOCATAIRES OU DE LEURS REPRÉSENTANTS !

Comité des relations publiques du Conseil des occupants.

Cet argent peut être compris comme une invitation pour les propriétaires d'immeubles et les spéculateurs à laisser un peu plus se dégrader les immeubles et, en outre, à spéculer maintenant sur les encouragements à rénover au lieu que ce soit, comme avant, sur les encouragements à moderniser. Le public et nous, occupants, doivent être achetés avec quelques millions pour que la restauration à gros profit puisse continuer. Mais, pour nous, il ne s'agit pas seulement de nos immeubles occupés, qui ne sont pas assez nombreux, mais d'un changement de politique de restauration dans l'intérêt de tous les usagers.

Nous ne sommes pas du tout prêts à négocier une convention sur les immeubles occupés, dans le dos de ceux qui se trouvent maintenant au centre du problème et représentent tous ceux qui se sont défendus contre la politique de restauration. Nos réclamations sont les mêmes, après comme avant la proposition de négociations sur les immeubles occupés :

LIBÉRATION DES PRISONNIERS ET SUSPENSION DE TOUTES LES PROCÉDURES D'INCULPATION ET DE RECHERCHE EN RAPPORT AVEC LES OCCUPATIONS D'IMMEUBLES ET LES DIFFÉRENTS QUI EN ONT RÉSULTÉ.

Comité des relations publiques du Conseil des occupants.

